



Arrêté temporaire n° 24-AT-0231
Portant réglementation de la circulation

AVENUE LEONARD DE VINCI, ALLEE DU MOULIN A FER et RUE MARC PAPILLON DE LASPHRISE

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté municipal n°SG-2023-06 portant délégation de signature à Monsieur Jean CORNUAULT, 6ème adjoint,

VU la demande en date du 27/09/2024 émise par JEROME BTP demeurant 3 rue Yves chauvin 37510 représentée par Maëva DAHMAN aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

CONSIDÉRANT que des travaux de renouvellement de canalisation AEP rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 21/10/2024 au 24/11/2024 AVENUE LEONARD DE VINCI, ALLEE DU MOULIN A FER et RUE MARC PAPILLON DE LASPHRISE,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 21/10/2024 et jusqu'au 24/11/2024, la circulation est alternée par feux :

- du 111 au 96 AVENUE LEONARD DE VINCI
- ALLEE DU MOULIN A FER, de l'AVENUE LEONARD DE VINCI jusqu'au 4
- RUE MARC PAPILLON DE LASPHRISE, de l'AVENUE LEONARD DE VINCI jusqu'au 16.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, JEROME BTP.

Article 3

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise et Madame la Directrice Générale des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Amboise, le 30 septembre 2024
L'Adjoint au Maire délégué à la voirie

Jean CORNUAULT

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.